

Il y a trente ans, le village « Bamboula » défrayait la chronique

écrit par Christian Navis | 14 septembre 2024

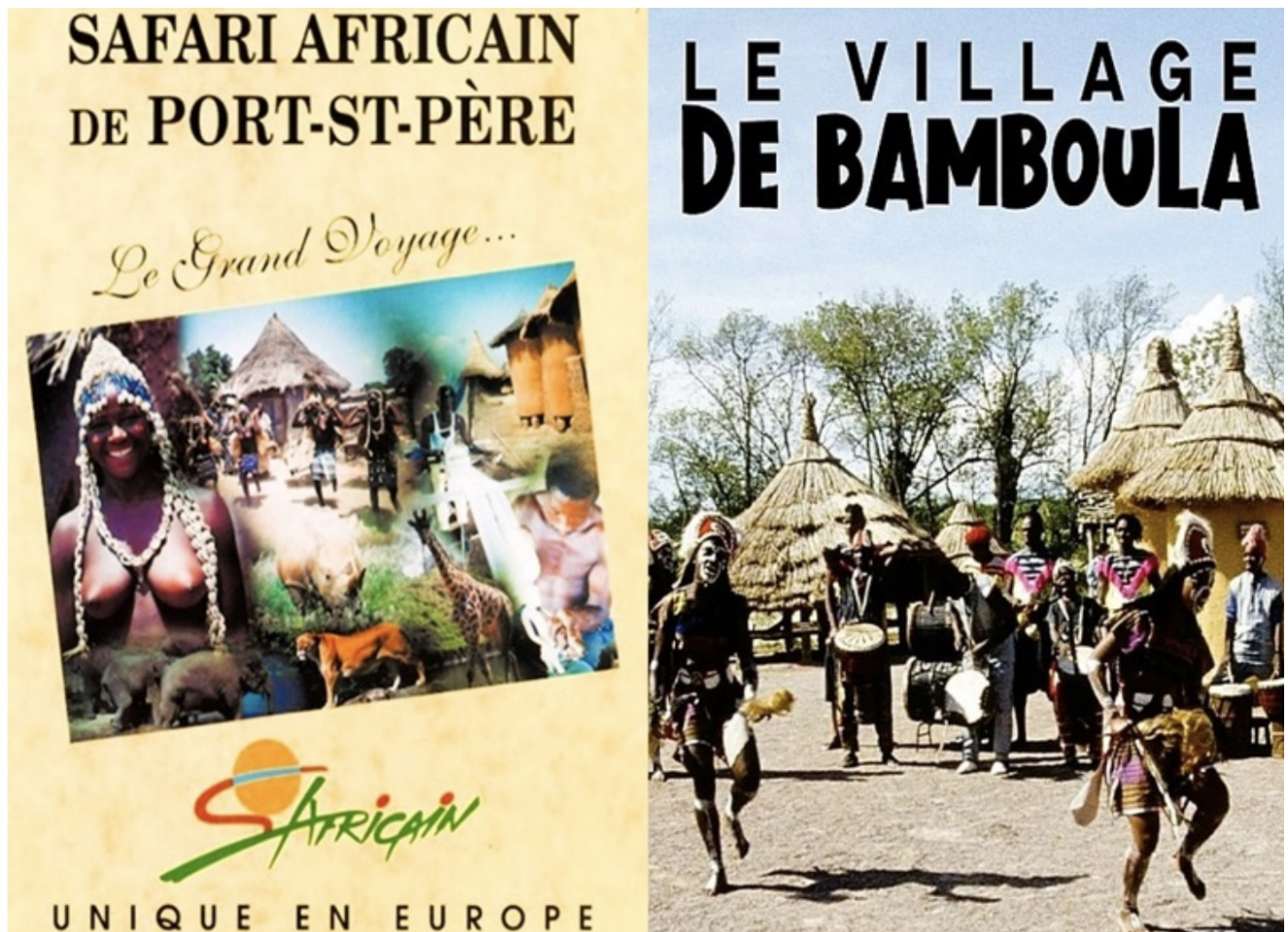




En avril 1994, dans la France de Mitterrand, on présentait en Loire-Atlantique, dans un parc de loisirs, la **copie conforme d'un village africain** qu'on appela « Bamboula ». Une attraction inaugurée par Son Excellence **Daniel Kablan Duncan**, Premier ministre ivoirien qui n'y a vu ni malice ni racisme. Trois de ses ministres l'accompagnaient et trouvent la reconstitution remarquable.

L'objectif était de promouvoir le tourisme en Côte d'Ivoire et d'y associer les **biscuits chocolatés « Bamboula »** vendus depuis 1987 par la marque Saint-Michel. Ce nom figurait sur l'emballage représentant un sympathique négroïde vêtu d'une peau de léopard façon indigènes de « Tintin au Congo ». Les Noirs rigolaient et se régalaient des petits gâteaux.

On trouvait ces biscuits dans la plupart des supermarchés, et de nombreux produits dérivés allaient avec, bandes dessinées, autocollants, figurines, jouets cadeaux, sans que personne n'y trouve à redire. C'était il y a trente ans. On vivait sur une autre planète dans une lointaine galaxie...



Screenshot

Le village « Bamboula », un baobab qui cache la savane

À l'origine, l'idée part du constat que tout le monde n'a pas les moyens de s'offrir une virée au Kenya, et qu'on peut faire rêver les gens lors d'une journée de dépaysement. Le nouveau parc qui ne s'appelle pas encore « Bamboula » a ouvert en mai 1992 et présente environ 500 animaux en semi-liberté dans une réserve de 100 hectares.

Après des accords entre les responsables du « Safari Africain » et la marque des biscuits chocolatés, on fait construire en 1993 un village par des ouvriers venus de Côte d'Ivoire. À l'époque, il n'est pas question de salaires en France mais d'échanges de bons procédés. Les Français vont promouvoir le tourisme en Côte d'Ivoire qui, en contrepartie, choisit et rémunère des artisans et des artistes pour assurer l'animation.

Le village de « Bamboula » est d'abord un espace commercial avec des boutiques et des restaurants où vivent et

travaillent des Ivoiriens pour assurer l'animation et la couleur locale. Les cases sont construites en argile avec des toits de chaume. Les musiciens et les chanteurs de la troupe africaine Djolem deviennent, avec des artisans, les habitants de ce village reconstitué. À l'entrée, on érige la statue géante d'un gamin noir vêtu d'un pagne en peau de léopard. Avec une chanson sympa.

Plusieurs métiers traditionnels sont représentés par des artisans qui pratiquent leur art devant les touristes. On trouve un forgeron, un bronzier, une potière, un tisserand, un peintre et un sculpteur sur bois. Tous les jours, les artistes et les artisans animent le village, vêtus d'habits traditionnels. Les danseuses interprètent le **n'goron**, une chorégraphie ivoirienne typique. Le parc n'ouvrira que sept mois par an, du printemps au début de l'automne, les artistes comme les artisans n'étant pas habitués à des températures un peu fraîches.

Quelques jours avant l'inauguration, le quotidien régional Ouest-France publie en première page la photo d'une Africaine aux seins nus faisant de la publicité pour le village de Port-Saint-Père. Où le pape n'a jamais mis les pieds. Un prospectus publicitaire en rajoute sur « *les fétiches qui défendent l'entrée du bois sacré (...) Cette aventure qui vous transportera au cœur de l'Afrique noire a le goût de l'authentique, les jeunes chantent et dansent au rythme des coutumes ancestrales* ».

La gauche va accumuler les mensonges et les amalgames dans une vindicte anachronique

Le village de « Bamboula » était la reconstitution du celui de **Fégéré**, au sein du parc zoologique « Safari Africain ». L'initiateur du projet, Dany Laurent, entretenait des relations amicales avec le président Houphouët-Boigny qui n'a formulé aucune objection, et a fait délivrer les autorisations nécessaires pour que viennent en France des

Ivoiriens chargés d'y représenter le folklore de leur pays. Des « collectifs de gauche » composés de chômeurs et de glandeurs professionnels qui n'ont rien de mieux à faire qu'emmerder les gens qui travaillent, rappelèrent que Nantes avait été autrefois, au XVIIIe siècle, un grand port de la traite négrière. Quel rapport ? Les acteurs venaient de leur plein gré et pouvaient s'en aller si ça ne leur convenait pas.

Les gauchistes rejoints par la ligue des droits de l'homme et SOS racisme, semèrent la zizanie et la confusion en mélangeant les délires nazis sur la hiérarchie des races, la doctrine marxiste léniniste de l'exploitation du prolétariat, et la dénonciation d'un empire colonial qui n'existe plus depuis 1960. Trois thèmes fédérateurs chez les Kamarades.

Comme d'habitude en France, pour « casser du facho », on instrumentalise un tribunal

D'après leur contrat, les acteurs du village étaient sous l'autorité de l'Office ivoirien du tourisme et donc justiciables de leur législation nationale. Les salaires sont ceux de leur pays, inférieurs au SMIC, certes. Mais quand on fera pareil en 2005 avec les plombiers polonais, cornaqués par l'Eurocrature, on entendra peu de protestations.

Des justiciers autoproclamés initialisent, dès l'ouverture du village, des manifs. La polémique soutenue par les médias de gauche entraîne en septembre 1994 la fermeture du parc, ainsi que le retrait des « biscuits racistes » des gondoles. Une usine ferme. L'État et les collectivités territoriales perdent des recettes fiscales et gagnent des chômeurs. La Côte d'Ivoire est une victime collatérale. Le projet de «lodges» de brousse avec des infrastructures touristiques est abandonné.

Le 1er juillet 1997, le tribunal de grande instance de Nantes condamne le parc pour violations du droit du travail et des droits fondamentaux comme celui d'aller et de venir, au préjudice des Ivoiriens. Un grief récurrent alimenté par

des faux témoignages suscités et entretenus par des « travailleurs sociaux » d'ultra gauche. Les Africains n'étaient pas prisonniers dans un camp de concentration, comme les ont présentés des reportages bidonnés diffusés sur les médias menteurs.

En toute hypothèse, les violations du droit fondamental d'aller et de venir ne seront pas retenues plus tard quand l'État français séquestrera des millions de personnes pendant la dictature sanitaire. Sans doute est-ce cela qu'on appelle un revirement jurisprudentiel ?

Les problèmes administratifs seront finalement résolus, mais sans désarmer les gauchistes

Le 4 août 1994, le centriste Pierre Méhaignerie, ministre de la Justice, affirmait que « *la réplique du village ivoirien installé au parc de Port-Saint-Père est une manifestation organisée par les autorités ivoiriennes dans le cadre des échanges touristiques et culturels entre la France et la Côte-d'Ivoire, dans la perspective de l'ouverture d'une ligne aérienne directe Nantes-Abidjan.*

La direction départementale du travail de Loire-Atlantique a délivré l'autorisation de travail collective nécessaire, et est intervenue afin de vérifier le respect de la législation française du travail et de la sécurité sociale. Constatant que des points relatifs au respect du SMIC et au travail des mineurs méritaient d'être revus, elle a engagé des négociations avec la direction du village, qui ont abouti à la régularisation de cette situation. »

Mais que peut-on faire en France contre des gauchistes déchaînés soutenus par des journalistes d'extrême mauvaise foi ? Ainsi un danseur était tombé et s'était déboîté un bras. Un vétérinaire présent lui avait remis les os en place. Cela aurait pu être aussi bien fait par un infirmier ou un rebouteux. Pour les médias tordus, c'est devenu : « *Les Noirs du zoo humain sont soignés par un vétérinaire* ».

Mais avec des gueux français, le zoo humain c'est permis !

On les appelle des écomusées. Il y en a 131 en France dont 6 dans l'outre-mer. Le préfixe « éco » qui renvoie à

l'écologie politique éloigne les cafards, les tiques et les moustiques de l'hyper gauche.

Le principe est le même qu'au village « Bamboula ». On reconstitue un microcosme représentatif d'un milieu et des modes de vie qui s'y sont développés. L'objectif est de valoriser le patrimoine d'un territoire et d'une population typique. Par le matériel : outils et habitat. L'immatériel : savoir-faire, métiers et folklore. Et les humains : paysans, éleveurs et artisans.

L'été, des étudiants en ethnologie ou en histoire, payés avec des queues de cerise, et des acteurs amateurs, portent des vêtements du terroir, font des démonstrations du travail à l'ancienne, et occupent des maisons traditionnelles. Le public paie pour voir un spectacle vivant de croquants comme avant, et personne ne trouve cela scandaleux, inhumain et indigne de gens civilisés.

Christian Navis

<https://climatorealist.blogspot.com/>

<https://ripostelaique.com/il-y-a-trente-ans-le-village-bamboula-defrayait-la-chronique.html>